



n°39

Sept. 2003
- janvier 2004

Meilleurs vœux !

La vie du Laboratoire

Enseignement

Publications

Communications

Participations et missions diverses

Nouvelles recherches

Recherches en cours

Point de vue :

- Les méandres d'une décentralisation

à la carte (L. Guihery)

- A propos du financement des transports urbains (C. Raux)

Meilleurs vœux !

Toute l'équipe du LET vous souhaite un bonne et heureuse année 2004.

La vie du laboratoire

Accueil de chercheurs étrangers

Djamester SIMARMATA est arrivé au LET le 16 octobre pour 5 mois dans le cadre d'une recherche sur les expertises locales et étrangères dans les services urbains : analyse comparée France-Indonésie (Action Concertée Incitative "Terrains, Techniques, Théories" du Ministère de la Recherche).

Dans la perspective d'un projet de décentralisation au Japon, le LET et l'Institut d'Asie Orientale ont accueilli le 7 novembre une délégation japonaise conduite par le professeur ISHIRO (Université de Kyushu, Fukuoka) pour travailler sur le thème de la régionalisation en France.

Le 12 novembre, visite de M. FUJIMORI, directeur de la Division des Affaires Internationales au Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Transports du Japon, M. UENO, chef du bureau de la gestion de la performance des projets routiers, et M. Pierre KOPFF, directeur de SETEC Japon, dans le cadre d'un projet de collaboration sur le thème de la mesure de la performance des sociétés concessionnaires d'autoroute.

Huit nouveaux doctorants cette année :

- Louafi BOUZOUINA commence sa thèse sur les permanences des formes de la métropolisation. Direction de thèse : Dominique MIGNOT.
- Julien BRUNEL (allocation ADEME) a pour sujet de thèse : les enjeux environnementaux des traversées

alpines, de la modélisation des échanges à l'évaluation des politiques de transports. Directeur de thèse : Alain BONNAFOUS.

- Daniel DANAOU, doctorant roumain, débute une thèse sur le thème Décisions des investissements en infrastructure de transport avec incertitude, direction : Yves CROZET.
- Christian DESMARIS, professeur associé à l'IEP Lyon démarre une thèse sur la délégation de service public dans le transport ferroviaire de voyageurs régional : contrats, formes organisationnelles et performances. Directeur : Yves CROZET.
- Antonio NUNEZ, sous convention CIFRE avec la société VINCI Concessions, entame une thèse sur le risque de demande dans le partenariat public-privé pour les infrastructures de transport, direction : Alain BONNAFOUS.
- Emmanuel RAVALET, ingénieur des TPE, va travailler sur les thème développement économique, situations de pauvreté et mobilité quotidienne, avec une analyse comparative Europe / Amérique latine / Afrique subsaharienne. Co-encadrement : Didier PLAT (LET) et Yves BUSSIERE (INRS-Urbanisation, Univ. de Montréal).
- William ROY travaille sur le thème des choix contractuels et des performances des services publics : le cas des transports publics urbains. Directeur de thèse : Alain BONNAFOUS, allocation couplée ENS.
- Lucie VASKOVA, doctorante tchèque bénéficiant d'une bourse du Gouvernement Français, fait sa thèse sur l'application des concepts de la biologie évolutionnaire dans le domaine du développement régional. Directeurs de thèse : Alain BONNAFOUS, et à Prague, Jiri BLAZEK (Faculty of Science, Université Charles).

à l'Université Lumière Lyon 2 :

Laboratoire d'Economie des
Transports - ISH
14, Avenue Berthelot
F-69363 Lyon Cedex 07
Tél : 33 (0)4 72 72 64 03
Fax : 33 (0)4 72 72 64 48



à l'Ecole Nationale des
Travaux Publics de l'Etat :

Laboratoire d'Economie des Transports
Rue Maurice Audin
F-69518 Vaux-en-Velin Cedex
Tél : 33 (0)4 72 04 70 46
Fax : 33 (0)4 72 04 70 92

Enseignement

DEA d'Economie des Transports – Sélection de mémoires soutenus en septembre :

- Louafi BOUZOUINA : Formes urbaines et mobilité.
- Julien BRUNEL : La problématique du découplage ou la question du besoin de transport de marchandises, Concepts, méthodes - Une application au trafic transalpin.
- Christian DESMARIS : Les conventions d'exploitation du service public régional de transport de voyageurs.
- Michael POTIER : Impact de la mise en place d'un système d'autoroute ferroviaire entre Lyon et Turin sur le trafic poids lourds de l'autoroute A48.
- Emmanuel RAVALET : Différenciation sociale au travers des parcours migratoires. L'exemple de Niamey.
- William ROY : Performances des transports publics urbains - Le rôle des incitations contractuelles.

DESS Transports Urbains et Régionaux de Personnes

La 11^{ème} promotion du DESS TURP a achevé sa formation en septembre avec la soutenance des mémoires de stage. Le parrain sera cette année M. Philippe SEGRETAIN, président de TRANSDEV, lors d'une cérémonie prévue sur le stand de la SEMITAN, le jeudi 27 Novembre à 12h pendant le Congrès du GART.

La 12^{ème} promotion (25 étudiants cette année) a commencé les cours le 24 septembre.

Sélection de mémoires de stages 2003 :

BEJAT Claude	SNCF DDTER Lyon	Affectation de charges par axes : étude sur une application au TER Rhône-Alpes
BOUDINET Sarah	OGM Bruxelles	La norme européenne EN 13816 : la « qualité de service » comme un outil de gestion du transport public de voyageurs novateur et dynamisant
GIMENEZ Franck	Commun. Agglo Vienne	Etude de la desserte en transports en commun des zones d'activités économiques de la C. A. du Pays Viennois
MATHIEU Olivier	SLTC Marketing Lyon	Ligne Forte C1 : Quelle restructuration du réseau de surface pour les habitants du Plateau Nord ?
MATUCH Philippe	SIEMENS Transp. Sys. Montrouge	Transports en Commun en Site Propre Guidés en France : état de l'art et positionnement des solutions Siemens
METZINGER Christelle	Rapides de Côte d'Or Dijon	Les enjeux de la certification d'une ligne régulière en transport interurbain
TEILLON Thomas	CONNEX CFM Caluire	Analyse statistique comparative et évolutive des performances des petits réseaux urbains français

DESS Transport et Logistique industrielle et commerciale

Les soutenances des étudiants de la 24^{ème} promotion du DESS TLIC ont eu lieu en septembre : le fichier des « anciens » compte dorénavant 22 diplômés de plus, dont 5 avec mention bien et 15 avec mention assez bien.

La 25^{ème} promotion accueille 20 étudiants, dont 7 en formation continue. Le parrain de cette promotion est BM CARGO (groupe GEODIS)

Sélection de mémoires de stages 2003 :

Erik BRANDENBUSCH	ALLIBERT EQUIPEMENT	Mise en place d'un système de prévisions de ventes automatisée et fiabilisé
Laure FOUCHER	POMONA Passion Froid	Vers l'optimisation des tournées et un réel suivi de l'activité Transport grâce à la mise en place d'un Audit Tournées
Annick IACUZZI	POMAGALSKI SA	La rationalisation des flux d'information
Delphine IRLINGER	GROUPE NORBERT DENTRESSANGLE	Mise en place d'un logiciel d'optimisation de tournées dans un groupe de transport
Aldric PELISSON	LOREDIS (Groupe Laurent)	Optimisation des systèmes de distribution et d'approvisionnement de Loredis
Alexandre PETIT	InPac	Améliorer le niveau d'expertise : mise en place d'une veille technologique et d'une base d'expériences
Mickaël VENDRAMINI	MICHELIN	Analyse du système de facturation logistique Europe
Zhen ZHAO	DIMOTRANS SA	Comment structurer et améliorer les processus d'un commissionnaire de transport

Publications (sélection)

revues à comité de lecture

AMBROSINI Christian, ROUTHIER Jean-Louis (2004), Objectives, Methods and Results of Surveys Carried out in the Field of Urban Freight Transport: An international Comparison, *Transport Reviews*, Vol. 24, n° 1, janvier, pp. 57-77.

AGUILERA A., MIGNOT D. (2003), Etalement urbain et mobilité, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5, pp. 815-834.

CROZET Yves (2003), Industries de réseau et politiques publiques : pour une approche stratégique, *Flux*, n°54, oct.-déc., pp. 6-14.

DIAZ OLVERA Lourdes, PLAT Didier, POCHE Pascal (2003), Transportation conditions and access to services in a context of urban sprawl and deregulation. The case of Dar es Salaam, *Transport Policy*, Vol. 10, n°4 (n° spécial "Transport and social exclusion"), pp. 287-298.

POCHET Pascal (2003), Mobilité et accès à la voiture chez les personnes âgées : évolutions actuelles et enjeux, *Recherche Transport Sécurité*, n°79 (n° spécial "Conduite auto-mobilité et vieillissement"), avril-juin, pp. 93-103 (version courte en anglais : 103-106).

FAIVRE D'ARCIER Bruno (2003), Urban Transport in France : Moving to a Sustainable Policy, *Senshu daigaku shakai kagaku kenkyu geppo*, n°481 (revue mensuelle de recherche en sciences sociales de l'Université Senshu), Tokyo, juillet, pp. 11-27.

GUIHÉRY Laurent (2003), Universal Mobile Telecommunication System (UMTS) in Europe : Failure of Public Policy, Both at European Union and Member States Levels?, *Journal of European Economy*, Vol. 2, n°2, juin, pp. 258-275.

ouvrages et chapitres d'ouvrages

BERNADET Maurice (2003), *Les dispositifs d'observation de l'activité touristique de niveau national : présentation et évaluation*, Observatoire National du Tourisme, 208 p.

CROZET Yves, MUSSO Pierre, MARLOT Grégoire (coll.) (2003), *Réseaux, Services, Territoires : Horizon 2020*, Editions de l'Aube, 272 p.

GUIHÉRY Laurent (2003), Finances publiques locales en Allemagne : quel arbitrage entre autonomie locale et solidarité nationale, in DARNE Jacky, HERVE Edmont (Eds.), *Villes et Réformes des Finances Locales*, La Documentation Française, Paris, 2003, pp. 163-178.

BONNEL Patrick, CABANNE Isabelle, MASSOT Marie-Hélène (2003), *Evolution de l'usage des transports collectifs et politiques de déplacements urbains*, La documentation Française, 81 p.

NUNEZ Antonio, SOUZA Felipe, MICHEL Fernando (2003), Os Gaps da Qualidade no Transporte Multimodal de Cargas in *Transportes em Transformação VI*, CNT.

VILLAREAL GONZALES Diana, MIGNOT Dominique, HIERNAUX Daniel (eds.) (2003), *Dinámicas Metropolitanas y estructuración territorial. Estudio comparativo México - Francia*. Mexico, Editor M.A. Porrúa y UAM-Xochimilco, 310 p.

autres revues

BERNADET Maurice (2003), Réflexions autour du rapport d'audit sur les grands projets d'infrastructures de transport, *Transports*, n°419, mai-juin, pp. 145-155.

CROZET Yves (2003), A l'heure de la mondialisation ; les enjeux de la compétitivité, *Cahiers Français*, n°317, nov.-déc. pp. 52-58.

CROZET Yves (2003), Que reste-t-il de la nouvelle économie ?, *Cahiers Français*, n°317, nov.-déc. pp. 97-101.

CROZET Yves (2003), La décentralisation : une solution pertinente ?, *Chronique économique, Economie et Humanisme*, n°377, sept., pp. 72-75.

GUIHÉRY Laurent (2003), Stratégie de politique régionale et locale de transport et réseaux

ferroviaires régionaux, *Regard Local*, n°54, 2ème trim., pp. 11-12.

BURLANDO Claudia, GUIHÉRY Laurent (2003), Regionalization of passenger regional railway transport : experiences from France and Italy, *Trasporti Europei*, n° XXII, déc. 2002,

JOLY Iragael, MASSON Sophie, PETIOT Romain (2003), Les déterminants de la part modale des transports en commun de 100 villes du monde, *Transports*, n°420, juillet-août 2003, pp. 220-226.

LEVEQUE Julien (2003), Quelle stratégie politique y a-t-il derrière la création d'un fonds d'intervention pour les grandes lignes ferroviaires déficitaires ?, *Transports*, n°422, nov.-déc.

contributions à des actes édités

DIAZ OLVERA Lourdes, PLAT Didier, POCHET Pascal (2003), Mesurer les dépenses de transport des ménages en Afrique subsaharienne. Une application au cas de Niamey, in C-H. PARK, J.R. HO, J. OH, Y. HAYASHI, J. VIEGAS, *World Transport Research, Selected Proceedings of the 9th World Conference on Transport Research*, (Séoul, 22-27 juillet 2001), sur CD ROM, Pergamon, 17 p.

rapports de recherche

CLEMENÇON A.-S., OVTRACHT N., PEGUY P.-Y. (2003), *Une analyse économique et architecturale des formes urbaines–Lyon au XIX^{ème} siècle*, rapport intermédiaire, Contrat ISH, 53 p.

CROZET Y., JOLY I. (2003), *Préserver la constance du budget temps de transport : Le réinvestissement des gains de temps*, Rapport final de la recherche PUCA « Contraction et dilatation des espaces temps de la ville », 75 p.

Edition d'un 4 pages sur "Les conséquences du développement de nouvelles formes de commerce sur la logistique urbaine", Louis ALLIGIER, Danièle PATIER, (LET), Interface Transport. Juin 2003 (disponible à la DTT).

Communications

Parmi les 220 communications présentées au XXXIX^e colloque de l'ASRDLF « *Concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales* » (Lyon 1-3 sept. 2003), 160 sont en ligne à l'adresse suivante : <http://asrdlf2003.entpe.fr>, dont 120 environ sont regroupées sur un CD Rom (commande : morgane.deplanque@let.ish-lyon.cnrs.fr). Les contributions du LET sont les suivantes :

- ✓ AGUILERA A., MIGNOT D. Polycentrisme et mobilité domicile-travail, 17 p.
- ✓ BAUMSTARK L., Le coût économique des politiques de réduction de la mobilité, 18 p.
- ✓ BLOY D., CUSSET J.-M., OVTRACHT N., Analyse des dynamiques spatiales en région Rhône-Alpes, 16 p.
- ✓ BONNAFOUS A., Les infrastructures d'aménagement du territoire : la problématique du programme optimal dans le cas d'un cofinancement par les usagers.
- ✓ BONNEL P., MASSOT M.-H., CAUBEL D., Efficacité spatiale des réseaux de transport dans une perspective de réduction drastique de l'usage de la voiture – Applications aux zones denses parisiennes et lyonnaises, 22 p.
- ✓ BOUF D., Public housing and access to the jobs in Paris.
- ✓ CAUBEL D., Outils et méthodes d'évaluation des enjeux / impacts sociaux d'une politique de transports urbains : le concept d'accessibilité, 23 p.
- ✓ CHOLEZ C., DIAZ OLVERA L., MIGNOT, D., PAULO C., Mobilité quotidienne et inégalités : le cas des personnes les plus démunies, 17 p.
- ✓ DIAZ OLVERA L., PLAT D., POCHET P., Les quartiers sans la ville ? Accès aux services, transport et ségrégation urbaine en Afrique Subsaharienne, 16 p.
- ✓ CROZET Y., Mobilité urbaine et péri-urbaine : vers une différenciation spatiale des valeurs du temps ?, 10 p.
- ✓ DESJARDINS P.-M., GUIHÉRY L., Le fédéralisme à l'épreuve de la mondialisation : Quelles perspectives pour la redistribution interrégionale ?, 16 p.
- ✓ DEYMIER G., Capitalisation immobilière des gains d'accessibilité : état de l'art et étude de cas sur l'agglomération lyonnaise, 17 p.
- ✓ JOLY I., L'hypothèse de Zahavi revisitée. Quelle pertinence ?, 22 p.
- ✓ MIGNOT D., Accroissement continu de la ségrégation spatiale intra-urbaine dans les villes françaises.
- ✓ MILLION F., Localisation intra-urbaine des entreprises et attractivité des zones d'activités économiques : Le cas de Bordeaux, 22 p.

CROZET Y., Le temps et les transports de voyageurs, Rapport pour la 127^{ème} table ronde de la CEMT (4 et 5 déc. 2003), Paris, OCDE, 40 p., à paraître.

CUSSET J.-M., La bicyclette a-t-elle encore un avenir dans une ville asiatique en transition vers le marché ? L'exemple d'Hanoi, *Velo-City 2003*, Paris, 23-26 sept.

BONNEL P., RAUX C., Public transport investment and long term changes in mobility demand and transport system, *TranSECon final Symposium*, Athens, 20-21 nov. 2003.

GUIHÉRY L. (2003), The Impacts of Globalization on Federalism: are Federal Countries Better Prepared than Centralized Countries to face the Challenges of Globalization?, *International Atlantic Economic Conference*, Québec, 16-19 oct. 2003, 17 p.

NEVES H., NUNEZ A., MICHEL F., Erros de previsao de trafego nas concessoes rodoviaras federais brasileiras, *XIIe Congrès de l'Association Brésilienne de Enseignement et Recherche en Transport*, Rio de Janeiro, 14-18 novembre 2003, 12 p.

ZHANG RONG T., BOUF D., GUIHÉRY L., La réforme des chemins de fer en Europe et en Chine: enjeux et perspectives", *3ème Forum de l'Economie Rhône-Alpes-Shanghai*, Lyon, oct. 2003.

Forte présence du LET à l'*European Transport Conference* (Strasbourg, 8-10 oct. 2003, actes sur CD ROM):

- | | |
|--|--|
| ✓ AGUILERA A., MIGNOT D., Urban form and commuting. A comparison of seven French urban areas, 15 p. | ✓ DEYMIER G., North peripheral of Lyon: existing anticipated effects on growth real estate and land market of Lyon metropolitan area?, 19 p. |
| ✓ BONNEL P., RAUX C., Urban transport investments and changes in travel demand: evidence from European case studies, 19 p. | ✓ BURLANDO C., GUIHÉRY L., Regionalization of passenger regional railway transport: experiences from France and Italy, 27 p. |
| ✓ BONNEL P., Estimation of aggregated modal split model, 20 p. | ✓ FAIVRE D'ARCIER B., Can shadow toll pricing be an alternative to investment grants?, 17 p. |
| ✓ CABANNE I., A long term model for long distance travel in France, 14 p. | ✓ RAUX C. A Systems Dynamics Model for the Urban Travel System, 21 p. |
| ✓ CROZET Y., European railway infrastructures: towards a convergence of infrastructure charging?, 17 p. | |

BONNEL P. (2003), Peut-on réduire l'usage de l'automobile, Communication invitée à la journée d'études organisée par le CERTU sur le thème *Changement climatique, énergie plus chère... Peut-on changer la ville et comment ?*, 21 octobre 2003, Paris.

FAIVRE D'ARCIER B. (2003), Territoires institutionnels, territoires de la mobilité: le rôle du Versement Transport, Colloque *Territoires institutionnels, territoires fonctionnels*, organisé par l'Institut de Recherche du Val de Saône – Mâconnais, Mâcon, 25-26 sept., 16 p.

LEVEQUE J., Application de la concurrence par comparaison aux marchés régionaux du système ferroviaire français, *Séminaire d'Etudes et de Statistiques Appliquées à la Modélisation en Economie (SESAME)*, Caen, 8-10 sept., 19 p.

RAUX C., Un modèle de la dynamique du système de déplacements urbains, Journée *DRAST-PREDIT Systèmes, dynamique des systèmes et choix publics*, Paris, 23 oct. 2003.

Deux papiers du LET aux 5èmes Journées Françaises de l'Evaluation: « *Evaluation et développement durable* », 27-29 octobre 2003 à Limoges :

- ✓ MASSOT M.-H., ARMOOGUM J., BONNEL P., CAUBEL D., HIVERT L., MIGNOT D., Etude de faisabilité d'un système de transport radicalement différent sur les zones denses parisiennes et lyonnaises, 20 p.
- ✓ CAUBEL D., Outils et méthodes d'évaluation des enjeux / impacts sociaux d'une politique de transports urbains, 15 p.

Dans le cadre des **seizièmes Entretiens Jacques Cartier**, un colloque a été organisé conjointement par le LET, l'INRETS, l'INRS Urbanisation de Montréal et l'Ecole Polytechnique de Montréal sur le thème : *Les villes ont-elles achevé leur transition ?* Cette rencontre qui a réuni une centaine de participants a été l'occasion de croiser les regards de chercheurs et de professionnels de l'urbanisme sur l'avenir des villes européennes et nord-américaines à l'aune des transformations majeures qui vont marquer le début du XXI^e siècle : mondialisation, nouvelles formes de travail, développement rapide des communications, TIC et besoins toujours importants en termes de proximité, vieillissement de la population et enfin évolutions en termes de mobilité des hommes et des marchandises.

Les communications et débats ont eu lieu les 2 et 3 décembre 2003 à la Communauté Urbaine de Lyon. Les Actes de la Conférence seront édités au courant de l'année 2004.

Parmi les 19 papiers présentés, cinq concernent des membres du LET :

- BONNEL P., MASSOT M.-H., ARMOOGUM J., Une ville sans voiture : utopie ?
- CROZET Y., Société tertiaire : la transition urbaine confrontée aux mirages de la dématérialisation.
- AGUILERA A., MADRE J.-L., MIGNOT D., Polycentrisme des villes et mobilité.
- POCHE P., Mobilité quotidienne et accès à la voiture chez les citoyens âgés : évolutions et enjeux.
- ROUTHIER J.-L., Les transports de marchandises en ville.

Participations et missions diverses

BRUNO FAIVRE D'ARCIER a été nommé membre de la Commission particulière du Débat Public (CPDP) du projet CDG Express, de desserte ferroviaire dédiée entre la gare de l'Est et l'aéroport Roissy Charles de Gaulle.

Bruno FAIVRE D'ARCIER a participé le mercredi 22 octobre à Graz (Autriche) à la première réunion du Civitas Advisory Committee (CAC), comité d'experts mis en place par la DG TREN pour le suivi de l'évaluation du programme CIVITAS.

MIGNOT Dominique (2003) Mobilité, accessibilité et inégalités sociales, *Les territoires de la mobilité, l'aire du temps : Mobilité et dynamiques territoriales, séminaire de 3^{ème} cycle*, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire – Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Macolin (Suisse), 1^{er} novembre.

En tant que *visiting professor*, Yves CROZET a assuré le cours « Economics of Government Spending and Taxation » à l'Université du Delaware durant le semestre d'été 2003

La journée doctorale de l'AFITL a eu lieu cette année le 1^{er} octobre à l'Institut d'Urbanisme de Paris ; elle a réuni une trentaine d'enseignants-chercheurs et de doctorants. Parmi eux, Julien LEVEQUE, Vincent BAGARD, Guillaume CHEVASSON et Nicolas MORICE, doctorants au LET, ont présenté leurs travaux de thèse dans les ateliers : Economie des transports, Incitations et

Mobilité urbaine.

Charles RAUX a participé au « *kick-off meeting* » du projet européen REVENUE (26/9/03). Ce projet vise à dégager des lignes directrices quant au bon usage des recettes de la tarification des transports pour optimiser l'impact des politiques tarifaires préconisées par l'Union Européenne.

Danièle PATIER participe au projet européen INFAC (Integrated Freight Analysis Within Cities) "interactions entre les acteurs, les politiques, et les activités relatives à l'offre et la demande de transport de marchandises en milieu urbain (compréhension de l'ensemble de la chaîne logistique), Centre de Recherche Routière, Université de NAMUR, Université d'Anvers.

Danièle PATIER et Jean-Louis ROUTHIER participent à l'action concertée dans le cadre de COST WATCH Action n°3XX : "Changing behaviour towards a more sustainable transport system", (INRETS, LET).

Dans le cadre du débat d'opportunité sur le contournement autoroutier de Bordeaux, Olivier KLEIN a participé au colloque public du 28 novembre sur les enjeux économiques de cet aménagement.

Enfin, Olivier KLEIN a participé au steering comitee du projet *AlpenCorS*, à Venise du 4 au 6 décembre 2003.

Nouvelles recherches

- Démarrage de la recherche *ENEC-2050 Confluence des perspectives énergétique et macro-économique dans la perspective d'un développement durable*. Ce projet, initié dans le cadre de l'ACI « Energie » du CNRS et du Ministère de la Recherche, est piloté par le CIRED avec la participation de l'IEPE et du LET (contact LET : Charles RAUX).
- *Démarrage du projet de recherches EECCOOT (Environnement d'Exploitation de Contenus Culturels Ouverts Orienté Télécom)*, financé par le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, en partenariat avec l'ENS, l'INSA et Toutophone, sur les questions de tarification d'usage du réseau G.S.M. (contact LET : Laurent GUIHERY).
- Poursuite de l'enrichissement et l'amélioration du modèle FRETURB : *Vers un modèle global de la simulation de la logistique urbaine : FRETURB, version 2*. Adjonction d'un module "déplacements d'achats", tests de sensibilité à des scénarios de politiques de transport et d'aménagement. Financement DRAST (contact : Florence TOILIER).
- Démarrage de la recherche : "*Les territoires socio-productifs des acteurs de la logistique*", CRISTO, LET (contact : Céline CHOLEZ). Quelles sont les représentations et les logiques d'action que les logisticiens mettent en œuvre lorsqu'ils interviennent sur le territoire (implantation de plates-formes, organisation des flux physiques) ? Financement DRAST, durée de réalisation : deux ans.
- *DOCAPOLIS : un système d'aide à la coordination de projets en réseau, enquêtes en ligne et de consultation multimédias*. Une maquette est déjà opérationnelle en interne. C'est à la fois un outil de gestion d'information - classement, référencement et stockage - et de travail collaboratif - espace de travail structuré autour d'un projet précis et partagé par plusieurs utilisateurs. Un financement ADEME va permettre de rendre totalement opérationnel cet outil sur la plate-forme informatique de l'ISH. Il sera mis à disposition du réseau de chercheurs et acteurs locaux du programme national de recherches Marchandises en Ville en mars 2004. (Contact : Louis ALLIGIER).
- Participation à l'*Action de Coordination sur la logistique urbaine « BESTUFS (Best Urban Freight Solutions) II »* dans le cadre du 6^{ème} PCRD. Le LET, co-contractant, sera chargé de conduire la partie « modélisation et harmonisation des données sur le fret urbain ». démarrage début 2004, programme prévu jusqu'en 2008 (Contacts : Jean-Louis ROUTHIER, Danièle PATIER).

Recherches en cours

Mobilité urbaine et pauvreté dans les villes d'Afrique sub-saharienne (recherche SITRASS pour le compte de la Banque Mondiale)

Un important travail de terrain a été effectué à l'occasion de plusieurs missions de membres du LET (A. ADOLEHOUME, L. DIAZ OLVERA, D. PLAT, P. POCHE, M. SAHABANA) à Conakry et à Douala depuis cet été :

- en juillet, discussions avec les acteurs locaux sur les objectifs et la méthodologie de l'étude et sur leur collaboration au projet ;
- en septembre préparation des enquêtes et test des questionnaires ;
- en octobre, formation des enquêteurs et suivi du déroulement de l'enquête mobilité. Le même dispositif d'enquête a été appliqué aux deux villes. 600 ménages (et respectivement près de 1900 et 2900 individus de plus de 10 ans) ont été enquêtés à Douala et à Conakry. Différentes informations ont été recueillies auprès des individus enquêtés, notamment les caractéristiques des déplacements de la veille, les différentes sources de revenus, les dépenses de transport, les opinions vis-à-vis des transports collectifs et de la marche à pied ...

Parallèlement, trente entretiens qualitatifs ont été réalisés à Conakry et Douala par les correspondants locaux de l'équipe auprès de citoyens pauvres, pour mieux analyser leurs difficultés de déplacements. Deux rapports intermédiaires, à diffusion restreinte, sont sortis (objectifs et méthodologie, choix techniques d'enquête). Les premiers résultats de la recherche seront disponibles en mars 2004. Contact : A. ADOLEHOUME, D. PLAT.

Points de vue :
Les méandres d'une décentralisation à la carte par Laurent GUIHERY

Les projets de décentralisation du Gouvernement, révélés ces dernières semaines, sont présentés comme un bond en avant en termes de démocratie, de fiscalité et de capacité d'initiative locales. Il serait néanmoins prudent de les étudier à deux fois avant de s'aventurer dans les méandres d'un transfert de compétences expérimental incontrôlé.

Sur le volet de la décentralisation, on a l'impression d'avoir à faire à des propositions en trompe-l'œil. Car c'est du côté d'une meilleure gestion des services publics marchands et non marchands que la France a le plus grand besoin d'une réforme de fond. A défaut d'une attaque de front sur le dossier sensible de la réforme des services publics, le gouvernement voudrait-il s'appuyer sur une réforme de la décentralisation pour faire passer la pilule ? L'exemple le plus flagrant de cette stratégie est la régionalisation du transport ferroviaire régional de voyageurs qui a amené le transfert de cette compétence de l'Etat (via la SNCF) vers les Régions, qui deviennent autorités organisatrices. Les premiers résultats de cette décentralisation, qui s'inscrit dans une réforme plus large des chemins de fer, sont maintenant perceptibles : amélioration nette de la qualité de service, augmentation de l'offre, gains de productivité, malgré le fait que la SNCF reste l'unique opérateur ferroviaire. Ce bilan réussi inciterait-il le Gouvernement à s'orienter vers une stratégie de décentralisation comme vecteur de réforme des services publics ? Si tel est le cas, pourquoi ne pas avancer de front ?

Mais c'est sur le terrain de la fiscalité locale que les plus grandes incertitudes demeurent : comment peut-on espérer une réforme de décentralisation réussie lorsque l'on n'a pas pu réformer avec succès la fiscalité locale ? Sur cette voie des réformes, l'idée d'expérimentation est séduisante à condition que l'on admette que nous sommes prêts à entrer dans un univers où les inégalités seront mises en plein jour et ne pourront que se renforcer entre les différentes régions, en fonction de la capacité opportuniste des ces dernières à tirer à elles telle ou telle compétence publique. Laisser le champ libre à l'expérimentation ou à "un fédéralisme à la carte", c'est ainsi accepter *de facto* la mise en place d'une péréquation des ressources fiscales entre les différentes collectivités locales. Sommes-nous prêts à aller si loin ? Si la réponse est oui, pourquoi alors envisager, comme semble le suggérer le Gouvernement, un transfert de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), un impôt qui se caractérise par de fortes externalités spatiales et qui appelle donc une gestion au niveau central. De surcroît, cet impôt "transport" a une portée environnementale forte et on voit mal au nom de quoi justifier un transfert aux collectivités locales des recettes de la TIPP. Cet impôt vise plus à une internalisation des effets externes négatifs liés à la pollution atmosphérique et au réchauffement climatique (effet de serre), les véhicules à moteurs étant les premiers responsables.

A l'image de ce qui se fait en Allemagne, on pourrait imaginer une péréquation des recettes de la TVA, un impôt fortement rémunérateur et caractérisé par de fortes inégalités fiscales de recouvrement. Une péréquation des recettes de la CSG pourrait aussi être envisagée. A moins que l'on veuille envisager une "sur-redistribution" au moyen de l'impôt sur le revenu qui est déjà fortement redistributif, mais dans un sens plus interpersonnel. L'enjeu de la réforme de la décentralisation prônée par le Premier Ministre revient donc à faire évoluer le système de redistribution français d'une perspective interpersonnelle vers une perspective plus interrégionale. Dans cette perspective, les finances publiques du fédéralisme allemand sont riches d'enseignements : on observe une large péréquation des recettes fiscales, en particulier des impôts les plus rémunérateurs : l'impôt sur la TVA, sur les sociétés et sur le revenu sont en effet partagés entre gouvernement fédéral, Länder et Communes. Ils représentent 75 % des recettes fiscales totales en Allemagne. 75 % des recettes de la TVA sont réparties en fonction des bases fiscales sans redistribution particulière. Cependant, les 25 % restant sont redistribués avec l'objectif d'atteindre pour les Länder 92 % de la moyenne fédérale, ce qui constitue une mécanique fortement redistributive.

En France, il apparaît indispensable d'explicitier d'abord les motivations des transferts de compétence aux collectivités locales. Pour quoi faire ? : là devraient commencer les réflexions en termes de décentralisation, à l'image de ce qui est défini dans les constitutions souvent très pragmatiques des pays fédéraux, à savoir une répartition explicite des compétences publiques entre les différents niveaux de pouvoir visant fondamentalement à une meilleure efficacité de l'action publique. Il convient donc pour la France d'éviter un « fédéralisme à la carte » pour définir globalement et pour l'ensemble des collectivités locales ce qui doit être décentralisé en y associant la question des ressources financières correspondantes. Il apparaît pertinent de garder au niveau central la maîtrise des impôts nationaux et d'imaginer des mécanismes de péréquation verticale et horizontale des recettes fiscales – c'est-à-dire directement entre les différentes collectivités locales – plutôt que d'abandonner des impôts aux niveau régionaux ou locaux, ce qui ouvrirait la porte à des inégalités fiscales peu soutenables à terme en France. Mais le Gouvernement l'a compris : c'est plutôt sur le terrain de la réforme de l'Etat que notre pays joue son avenir et sa crédibilité dans l'Europe du XXI^e siècle.

A propos du financement des transports urbains par Charles RAUX

Le récent rapport du député Christian Philip suit de peu un précédent rapport du Commissariat Général du Plan, datant de juillet dernier, traitant du même sujet et aboutissant à peu près aux mêmes conclusions : le versement-transport a atteint ses limites dans le cadre territorial qui lui est actuellement imposé, la dépenalisation du stationnement payant sur voirie dans l'immédiat, et le péage urbain dans un futur moins immédiat, sont les moyens préconisés pour mieux réguler la circulation automobile et dégager de nouvelles ressources pour le financement des déplacements urbains.

La différence essentielle par rapport au document du Commissariat Général du Plan est que le nouveau rapport entérine le désengagement financier de l'Etat. La cure d'amaigrissement d'automne des dépenses de l'Etat touchant entre autres les subventions à l'investissement dans les transports publics de province avait encore un goût de provisoire, dans l'espérance de lendemains financiers qui chanteraient. Les points sont cette fois-ci mis sur les i. Il n'y aura probablement plus d'argent frais de l'Etat pour aider au bouclage des nombreux projets qui se pressent au portillon (1,8 milliards d'euros en 2001). L'Etat abandonne un levier puissant même s'il était utilisé en pratique comme un guichet ouvert.

On ne peut alors que souscrire à la philosophie du rapport Philip qui plaide pour que l'Etat donne aux collectivités locales les moyens institutionnels et réglementaires d'assumer leurs compétences. Dotées de tels moyens (cf. plus haut) ces dernières seraient enfin mises devant leurs responsabilités, sans la facilité de se tourner vers un « Petit Père » bienveillant, dispensateur d'une manne financière nationale, laquelle n'est plus inépuisable.

Il est cependant difficile de ne pas dresser un parallèle avec la grande distribution de Noël du dernier Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT), avec ses subventions de 7,5 milliards d'euros dans la décennie à venir. Les collectivités territoriales urbaines semblent abandonnées à leurs seules ressources financières locales, bien maigres pour faire face à la montée des multiples demandes de leurs électeurs en matière d'éducation, de santé et de solidarité sociale de proximité.

Mais ce qui est encore plus inquiétant dans tout cela c'est la quasi absence de la problématique de la contribution du transport aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Le document du CIADT, après l'oraison de rigueur en matière de « développement durable » - expression floue s'il en est -, définit une « politique ambitieuse d'équipement ». On se doute pourtant que l'histoire de ces grandes liaisons et contournements autoroutiers de métropoles régionales est écrite par avance : pour les faire accepter par les riverains on multipliera les échangeurs et ces nouvelles voies joueront le rôle d'un formidable accélérateur de l'étalement urbain.

Or, dans le total des circulations automobiles en France la moitié s'effectue dans les aires urbaines. On voit mal comment l'Etat pourra respecter ses engagements internationaux en matière d'émissions de GES sans une incitation forte des collectivités locales à tout mettre en œuvre pour réduire les circulations automobiles. Et l'on voit aussi mal comment l'Etat pourra agiter le bâton de ces engagements sans une bonne carotte financière. Bref, après avoir quitté la banque par la (petite) porte il devra bien revenir, peut-être par la fenêtre : non pas sous la forme d'un guichet ouvert comme par le passé mais peut-être sous des formes plus subtiles de financements conditionnés plus explicitement que par le passé à des résultats.

Comité de rédaction des Nouvelles du Let :
O. KLEIN, P. POCHE, J.-L. ROUTHIER
